

Monsieur François Hollande  
Président de la République  
Palais de l'Élysée

Paris, le 30 septembre 2013

Monsieur le Président de la République,

C'est un appel à une parole forte de votre part sur les valeurs qui fondent notre République que nous vous adressons aujourd'hui.

Les propos récents du ministre de l'Intérieur à l'égard de personnes désignées comme « roms » sont insupportables.

Reconnaître les difficultés et les tensions qui peuvent naître dans un certain nombre de communes du fait des conditions de vie très précaires des familles qui vivent dans des bidonvilles est une chose. Mais cibler une population entière, sur la seule base de son appartenance ethnique, réelle ou supposée, comme étant non intégrable et devant être éloignée du territoire français est de toute autre nature !

Cette posture est contraire à toutes les valeurs que nous défendons. C'est non seulement le pacte républicain qui est ainsi remis en cause, ce sont les fondements mêmes d'une société démocratique respectueuse de chacune et chacun qui sont fragilisés.

Le 13 septembre, nous sommes venus vous dire que dans la période difficile que connaît la société française, inquiète et tentée par des réactions de rejet ou par le recours aux populismes, la parole du Président de la République était nécessaire et attendue. Les valeurs cardinales de la République, celles de justice, de cohésion sociale, de solidarité, de respect de la dignité de chacun doivent être rappelées.

Vous nous avez alors répondu, en nous donnant l'espoir d'une intervention de votre part, que la France devrait être à la hauteur du « pacte de dignité » auquel elle est tenue à l'égard de tous, français comme étrangers.

Qu'en est-il aujourd'hui quand, en stigmatisant une population entière et en la désignant comme indésirable, le ministre de l'Intérieur va à l'exact opposé de cette ambition ?

Monsieur le Président de la République, pour nos associations et le collectif Romeurope qui se joint à notre démarche, votre expression publique n'est plus seulement attendue. Elle est à présent indispensable. Votre silence sur ces questions cruciales deviendrait rapidement incompréhensible,

voire vaudrait approbation d'un discours et d'une dérive à laquelle au nom des valeurs qui nous rassemblent, nous nous sommes toujours opposés, et à laquelle, nous continuerons à nous opposer avec détermination.

Pour les associations

François Soulage,  
Président du Secours Catholique

Geneviève Jacques,  
Présidente de la Cimade

Guy Aurenche,  
Président du CCFD – Terre Solidaire

Franz Valli,  
Président d'Emmaüs-France

Louis Gallois,  
Président de la FNARS, fédération nationale des associations de réinsertion sociale

Thierry Brigaud,  
Président de Médecins du Monde

Alexandre Le Clève,  
Pour le Collectif Romeurope

Pierre-Yves Madignier,  
président de ATD Quart-Monde